

**Nations unies - Climat - Se préparer
aux implications sécuritaires de la
hausse des températures -
Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies - Réunion du conseil
de sécurité en format Arria**
(New York, 15 décembre 2017)

Madame et Messieurs les Ministres,

Monsieur le Président,

Excellences,

Je voudrais tout d'abord remercier chaleureusement l'Italie d'avoir pris l'initiative de ce débat important sur les conséquences sécuritaires de la hausse des températures et l'urgence de s'y préparer. Je voudrais également remercier tout particulièrement le ministre des affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas, M. Zijlstra, d'être venu jusqu'à New York pour partager le résultat des travaux de la conférence de La Haye sur la sécurité planétaire qui vient de se tenir, ainsi que Mme Caitlin Werrel, présidente du centre pour le climat et la sécurité, dont la présentation nous a permis de prendre mieux encore toute la mesure des enjeux.

Je voudrais partager trois messages principaux avec vous aujourd'hui.

1. Le premier c'est un message d'urgence. Comme l'a dit le Secrétaire général à Paris il y 3 jours, le train du climat n'attend pas.

Un nouveau record a été atteint, nous le savons tous, en 2017, celui de l'année la plus chaude jamais enregistrée. Pas un jour ne se passe sans que notre planète soit secouée par un nouvel événement climatique. Une surface de la taille de New York est actuellement la proie des flammes en Californie, alors que de gigantesques incendies ont déjà ravagé des milliers d'hectares de terres, sur la côte ouest américaine et au Canada. Il y a quelques semaines, l'ouragan Irma balayait les Caraïbes et les côtes de Floride, laissant derrière lui des territoires presque entièrement détruits.

Ces événements climatiques extrêmes frappent par leur intensité et, désormais, leur fréquence. Le GIEC prévoit, d'ici la fin du siècle, des précipitations plus abondantes et des épisodes de précipitations extrêmes plus fréquents dans l'hémisphère Nord et dans les régions tropicales humides, entraînant un risque accru de destruction des infrastructures côtières et urbaines et

des incidences sur la santé publique, liées notamment à la dégradation de la qualité de l'eau.

À l'inverse, les régions arides et semi-arides dans l'hémisphère Sud subiront une baisse des précipitations, qui s'accompagnera inévitablement d'une baisse des rendements agricoles, de la hausse des prix des produits alimentaires et d'une désertification croissante. C'est ce scénario que plusieurs d'entre nous ont pu constater lors de notre visite dans la région du lac Tchad avec le conseil de sécurité en février dernier.

Ces prédictions catastrophiques sont désormais une réalité bien tangible et quotidienne. Il y a désormais urgence à agir. Le prix à payer de notre inaction sera bien plus lourd que les moyens à mettre en oeuvre pour répondre à ce défi désormais existentiel pour nous tous.

2. J'en viens ainsi à mon deuxième message : le changement climatique est principalement un facteur aggravant dans un contexte de fragilité.

Beaucoup d'experts, à l'instar de Madame Werrel, se sont penchés sur les conséquences déstabilisatrices que peut avoir le changement climatique. Il ne fait plus de doute que le réchauffement climatique, notamment, exacerbe les tensions déjà existantes.

En effet, les populations les plus vulnérables aux effets du changement climatique sont bien souvent les plus exposées à d'autres facteurs de conflit, qu'ils soient politiques, sociaux ou environnementaux. Leur capacité d'adaptation aux différentes menaces en est affaiblie.

L'exemple du Lac Tchad est parlant à cet égard. Cette région doit aujourd'hui faire face à une forte contrainte environnementale : la superficie du lac a diminué de moitié depuis les années cinquante, l'environnement fertile du lac attire les populations voisines et soumet cet espace à une forte pression démographique, dans une région située comme on le sait au carrefour du Tchad, du Niger, du Nigéria et du Cameroun. De telles conditions, dans une région déjà fragile et vulnérable, peuvent favoriser l'émergence de conflits et c'est bien le cas.

3. En conséquence, et ce sera mon troisième message, notre action doit, nous semble-t-il, être guidée par une approche préventive, tenant compte de l'ensemble de ces facteurs déstabilisateurs.

Le changement climatique n'est pas - ou n'est pas encore - une fatalité. Nous disposons de prévisions scientifiques sérieuses, nous avons les moyens technologiques et financiers pour investir dans un avenir propre et vert. Partout, les gouvernements, les municipalités, la société civile, les entreprises privées et le secteur financier se mobilisent pour opérer et réussir ce tournant écologique qui est nécessaire.

La France est convaincue que la réponse doit passer d'abord par la mise en oeuvre effective et rapide de l'Accord de Paris. Cet accord ambitieux et universel est aujourd'hui notre cadre de référence dans la lutte contre le changement climatique. Notre priorité immédiate est de le mettre pleinement en oeuvre car l'action climatique constitue la meilleure façon de prévenir les

crises liées au réchauffement climatique.

C'est tout le sens du «One Planet Summit» qu'a co-organisé il y a quelques jours le président Macron avec le président de la Banque mondiale et le secrétaire général des Nations unies, qui a été mentionné par les orateurs précédents. Douze engagements internationaux ont été pris à l'occasion de ce Sommet, douze engagements importants. Plusieurs d'entre eux apportent une réponse concrète aux défis que nous évoquons aujourd'hui.

La France s'est notamment mobilisée pour réduire les risques sécuritaires inhérent au changement climatique, à travers des initiatives visant à accroître la résilience des États au changement climatique, comme l'initiative CREWS, pour améliorer l'accès aux systèmes d'alerte dans les pays les plus vulnérables aux catastrophes et les moins pourvus en prévisions, ou encore l'initiative InsuResilience, qui est une assurance contre les risques climatiques dans les zones les plus vulnérables à la montée des océans.

Enfin, nous devons faire en sorte que l'ensemble du système des Nations unies agisse de manière coordonnée et intégrée pour créer les conditions d'un développement durable, en maintenant un niveau élevé d'ambition dans la lutte contre le changement climatique et en renforçant la diplomatie préventive, l'un et l'autre allant largement de pair - je crois que c'est l'un des enseignements de la réunion d'aujourd'hui.

Nous devons donc agir ensemble pour construire une paix durable, créer les conditions d'un développement durable et inclusif, tout en luttant contre les effets du changement climatique. C'est le défi auquel nous devons répondre et répondre ensemble.

Merci beaucoup./.